

**ASSOCIATION DE L'HÔPITAL SAINT-MICHEL ET SAINT-VINCENT**  
*Association Reconnue d'Utilité Publique*

**1 rue Lhuillier  
75015 PARIS**

**SIREN : 784 615 437  
APE : 86 10Z**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023**

# ASSOCIATION DE L'HÔPITAL SAINT-MICHEL ET SAINT-VINCENT

*Association Reconnue d'Utilité Publique*

**1 rue Lhuillier  
75015 PARIS**

SIREN : 784 615 437  
APE : 86 10Z

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de L'HÔPITAL SAINT MICHEL ET SAINT VINCENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêté dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 25 Avril 2024.

## **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.



- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

Le Commissaire aux Comptes  
**Cabinet Léo JEGARD et associés,**  
Représenté par,

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
François JEGARD (+33612263169)  
Date : 18/06/2024 12:05:51  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
534920

**François JEGARD**  
Président



# COMPTES ANNUELS

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires				
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	31 878 975	7 690 055	24 188 920	25 284 929
Installations techniques, matériels et outillages industriels	69 735	32 543	37 192	41 841
Autres immobilisations corporelles	43 867	22 093	21 775	26 582
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par legs ou donations</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>31 992 578</b>	<b>7 744 690</b>	<b>24 247 887</b>	<b>25 353 352</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	17 154		17 154	16 412
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	86 551	60 766	25 786	83 809
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	204 475		204 475	198 575
<b>Autres postes de l'actif circulant</b>				
Valeurs mobilières de placement	1 504 964		1 504 964	2 002 764
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 299 884		2 299 884	876 221
Charges constatées d'avance	224		224	
<b>Total II</b>	<b>4 113 253</b>	<b>60 766</b>	<b>4 052 487</b>	<b>3 177 782</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>36 105 830</b>	<b>7 805 456</b>	<b>28 300 374</b>	<b>28 531 134</b>

**Bilan actif**

31/12/2023

31/12/2022

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents

autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :



## Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	2 343 206	2 337 476
Première situation nette établie	2 343 206	2 337 476
Réserves	174 570	123 000
Réserves pour projets de l'entité	174 570	123 000
Report à nouveau	256 234	256 234
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	8 059	57 300
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 782 069</b>	<b>2 774 010</b>
Subventions d'investissement	4 814 144	5 043 020
<b>Total I</b>	<b>7 596 212</b>	<b>7 817 029</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	1 777 097	1 555 968
<b>Total III</b>	<b>1 777 097</b>	<b>1 555 968</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 412 946	18 723 546
Emprunts et dettes financières diverses	393 000	363 995
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 661	53 889
Dettes fiscales et sociales	20 804	16 706
Autres dettes	9 654	
<b>Total IV</b>	<b>18 927 065</b>	<b>19 158 136</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>28 300 374</b>	<b>28 531 134</b>

	31/12/2023	31/12/2022
(1) Dont à plus d'un an (a)	18 805 946	18 657 850
Dont à moins d'un an (a)	121 119	638 303

- (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque
- (3) Dont emprunts participatifs
- (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	130	185
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	3 520 060	3 308 233
Produits de tiers financeurs		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	75 912	144 644
Autres produits	3	34 531
<b>Total I</b>	<b>3 596 105</b>	<b>3 487 594</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	1 441 359	1 505 220
Impôts, taxes et versements assimilés	77 404	62 595
Salaires et traitements	70 210	67 215
Charges sociales	31 360	30 950
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 153 949	1 105 465
Dotations aux provisions	297 041	294 237
Autres charges	100 642	220 018
<b>Total II</b>	<b>3 171 965</b>	<b>3 285 700</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>424 140</b>	<b>201 894</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	19 143	548
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 253	2 000
<b>Total III</b>	<b>22 396</b>	<b>2 548</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	662 510	376 017
<b>Total IV</b>	<b>662 510</b>	<b>376 017</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-640 113</b>	<b>-373 470</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-215 974</b>	<b>-171 576</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	228 876	228 876
<b>Total V</b>	<b>228 876</b>	<b>228 876</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>228 876</b>	<b>228 876</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 843	

**Compte de résultat**

Total des produits (I+III+V)	3 847 377	3 719 017
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 839 318	3 661 717

EXCEDENT OU DEFICIT	8 059	57 300
---------------------	-------	--------

*Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée*

**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolat

**Total****CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Secours en nature

Mises à disposition gratuite de biens

Prestations en nature

Personnel bénévole

**Total**



## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SAINT MICHEL ET SAINT VINCENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 28 300 374 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 8 059 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Conformément à ses statuts, l'association de l'hôpital Saint-Michel et Saint-Vincent, fondée en 1911 a pour but d'exercer et de faciliter l'exercice d'activités sanitaires sociales et médico-sociales à destination des patients et des personnes en difficulté suivant des moyens d'actions.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements n° 2018-06 et n° 2020-08 de l'ANC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

---

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

### Créances

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

---

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Subventions d'investissement

---

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

### Produits et charges exceptionnels

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Les opérations prévues dans le cadre du projet "Village Saint-Michel" se sont poursuivies conformément aux prévisions et le projet a été immobilisé à compter de janvier 2017 pour donner suite aux différentes visites de conformité.

Au 31 décembre 2023, le montant du Contrat de promotion immobilière (CPI) s'élève à 31 289 k€ TTC et correspond à la construction d'un ensemble de bâtiments à usage des établissements sociaux et médico-sociaux.

Le montant du CPI amorti n'intègre pas les retenues de garanties ni le montant inscrit dans le compte séquestre. A ce titre, l'évolution du compte séquestre mis en place pour l'opération se présente comme suit :

En K€	2023	2022	Var
Compte séquestre	149	149	-

Pour le financement du projet, l'association a mobilisé plusieurs ressources :

- Subventions : l'association a reçu :

- > 3 430 k€ de subvention d'investissement de la Ville de Paris
- > 841 k€ de subvention d'investissement de la CNSA
- > 1 695 k€ de subvention d'investissement de la région Ile-de-France
- > 450 k€ de subvention de la DASES pour le financement de la cuisine

- Emprunts :

- > l'association a souscrit auprès de la Caisse des dépôts et des consignations des emprunts de 22 364 k€ totalement libéré
- > en 2013, l'association a souscrit un emprunt de 5,5 M€ auprès du Fonds de dotation Saint-Michel. Au 31 décembre 2023, le capital restant dû est de 0 €.

### Changement de méthode comptable

Néant.

## Notes sur le bilan

**Actif immobilisé****Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	31 288 780			31 288 780
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	590 195			590 195
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	69 735			69 735
- Installations générales, agencements aménagements divers	23 403			23 403
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	20 465			20 465
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31 992 578</b>			<b>31 992 578</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>31 992 578</b>			<b>31 992 578</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	6 594 046	1 096 009		7 690 055
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 894	4 649		32 543
- Installations générales, agencements aménagements divers	9 185	2 340		11 525
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 101	2 466		10 568
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 639 226</b>	<b>1 105 464</b>		<b>7 744 690</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>6 639 226</b>	<b>1 105 464</b>		<b>7 744 690</b>

## Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire		1 105 464	1 105 464
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>		<b>1 105 464</b>	<b>1 105 464</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>			

## Notes sur le bilan

**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 291 251 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	86 551	25 785	60 766
Autres	204 475	204 475	
Charges constatées d'avance	224	224	
<b>Total</b>	<b>291 251</b>	<b>230 484</b>	<b>60 766</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

**Produits à recevoir**

	Montant
INTERETS COURUS A RECEVOIR	7 781
<b>Total</b>	<b>7 781</b>

## Notes sur le bilan

**Dépréciation des actifs**

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	12 282	48 484		60 766
<b>Total</b>	<b>12 282</b>	<b>48 484</b>		<b>60 766</b>

**Répartition des dotations et reprises :**

Exploitation	48 484
Financières	
Exceptionnelles	

**Fonds propres****Tableau de variation des fonds propres**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 337 476	5 730			2 343 206
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	123 000	51 570			174 570
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	256 234				256 234
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	57 300	-57 300	8 059		8 059
Exc.ou Déficit des activités sociales					
<b>Situation nette</b>	<b>2 774 010</b>		<b>8 059</b>		<b>2 782 069</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 043 020			228 876	4 814 144
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>7 817 029</b>		<b>8 059</b>	<b>228 876</b>	<b>7 596 212</b>



## Notes sur le bilan

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	48 107	2 090			50 197
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	1 507 861	294 951	75 912		1 726 900
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>1 555 968</b>	<b>297 041</b>	<b>75 912</b>		<b>1 777 097</b>
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		297 041	75 912		
Financières					
Exceptionnelles					

Une provision pour grosses réparations portant sur le montant du CPI est constituée à hauteur de 1% du montant des travaux pendant les 10 premières années, puis 1,5% pendant les 20 années suivantes

## Notes sur le bilan

**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 18 927 065 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	18 412 946			18 412 946
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	393 000		393 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 661	90 661		
Dettes fiscales et sociales	20 804	20 804		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	9 654	9 654		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>18 927 065</b>	<b>121 119</b>	<b>393 000</b>	<b>18 412 946</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	310 600			
(**) Dont envers les associés				

**Charges à payer**

	Montant
FOURN. FACT.NON PARVENUES	66 741
DETTES PROV./CONGES PAYES	6 516
CHARG.SOC./CONGES A PAYER	3 827
<b>Total</b>	<b>77 083</b>

## Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT. D AVANCE	224		
Total	224		

**Notes sur le compte de résultat**

**Charges et produits d'exploitation et financiers**

---

**Rémunération des commissaires aux comptes**

**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 6 466 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

**Autres informations****Effectif**

Effectif moyen du personnel : 1 personne.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés				
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

**Informations sur les dirigeants****Rémunérations allouées aux dirigeants**

Les membres du Conseil d'administration, du Bureau et de l'Assemblée générale sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et ne sont pas rémunérés.

## Autres informations

### Engagements financiers

---

#### Engagements donnés

L'association de l'hôpital Saint-Michel et Saint-Vincent a :

- conclu un bail à construction signé le 26 septembre 2013, d'une durée de 34 ans, prévoyant loyers puis remise des constructions au Fonds de dotation Saint-Michel à son terme sans contrepartie financière
- consenti au Fonds de dotation Saint-Michel sur l'ensemble immobilier "Village Saint-Michel" une promesse d'affectation hypothécaire sur le volume n° 28, pour le prêt de 5,5 M€ signé le 9 juillet 2014 et dont le capital a été totalement remboursé au 31 décembre 2023.
- consenti au profit de la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier "Village Saint-Michel" une affectation hypothécaire sur les volumes n° 22 et n° 29, signée le 29 septembre 2014, pour 3 inscriptions afin de garantir le remboursement des prêts concernant le CMPP, l'IME et le SESSAD.



**Autres informations**

**Engagements financiers**

---

**Engagements reçus**

En 2013 ont été signés avec la Caisse des dépôts et des consignations :

- 5 prêts PLS pour 11 895 298 € garantis par la Ville de Paris
- 8 prêts PHARE pour 9 268 809 € garantis par la Ville de Paris, dont 5 prêts sans hypothèque et 3 prêts avec hypothèque sur les volumes n° 22 et n° 29.

**Autres informations****Engagements retraite**

---

Les provisions pour départ à la retraite sont constituées pour couvrir ces charges futures des indemnités de départ à la retraite.

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 50 197 euros

Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 50 197 euros

**Contributions volontaires**

---

N

N-1

**Ressources**

Bénévolat

Prestations en nature

Dons en nature

**Total****Emplois**

Secours en nature

Mise à disposition gratuite de biens et services

Prestations

Personnel bénévole

**Total**

Le règlement ANC n° 2018-06 instaure le caractère obligatoire de fournir les informations relatives aux contributions volontaires en nature. L'association n'a pas reçu de contributions volontaires en nature au cours de l'exercice 2023.